



Décision N° 2021-95

Pétitionnaire : Entreprise de maçonnerie DEGIOANNI Gaëtan [SIRET: 380 594 465 00045]
Adresse : Pessas 06470 Entraunes
Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national (nécessaires à l'exploitation agricole, pastorale ou forestière)
Intitulé du projet : installation d'un abri temporaire pour la réalisation du chantier de la cabane pastorale de l'Estrop
Localisation : parcelle n°259 section B commune d'Entraunes – lieu-dit Estrop

La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26 et R.331-64,

Vu le code d'urbanisme, notamment l'article R.421-5,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 7 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 17 et 30 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'avis conforme n°2019-143 du 13 mai 2019 valant autorisation de travaux relatifs à la réhabilitation de la cabane pastorale de l'Estrop,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 11 juin 2020,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande initiale déposée par Monsieur DEGIOANNI Gaëtan le 31 mai 2020, la déclaration de report du chantier datée du 10 juin 2020 et la nouvelle demande datée du 04 mai 2021

Considérant que la demande initiale porte sur l'installation temporaire d'un chalet de jardin et d'un toilettes à proximité du chantier de réhabilitation de la cabane pastorale de l'Estrop, dans l'objectif d'y héberger les 4 personnes en charge de la réalisation des travaux sur toute la durée du chantier,

Considérant le caractère temporaire de cette construction et de cette installation exclusivement lié à la durée des travaux, sa surface de plancher limitée et son caractère entièrement démontable,

Considérant que les solutions alternatives à cet abri, à savoir l'installation de tentes permettant le couchage et la station debout ou l'acheminement quotidien des ouvriers par hélicoptère, vont générer des impacts plus importants que ceux qui ont été évalués en lien avec l'installation du chalet, à savoir asphyxie ou piétinement concentré de la végétation sous les tentes, pollution de l'air et perturbations sonores pour les héliportages répétitifs,

Considérant que l'installation est une construction temporaire directement nécessaire à la conduite de travaux, et est, au titre du R.421-5 du code de l'urbanisme, dispensée d'autorisation,

Considérant la nécessité d'encadrer précisément les modalités d'installation de ce chalet, la durée de sa présence sur site et les activités qui se développeront autour de l'utilisation de cet abri, pour assurer un moindre impact et garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Monsieur DEGIOANNI Gaëtan, entrepreneur en maçonnerie [SIRET: 380 594 465 00045], est autorisé aux conditions définies ci-après, à installer temporairement, un chalet et un toilettes extérieurs à proximité du chantier de réhabilitation de la cabane pastorale de l'Estrop, située sur la commune d'Entraunes dans le cœur du Parc national.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Le chalet temporaire ne devra pas dépasser une surface de plancher de 16 m² et être constitué exclusivement de matériaux bois, teinte naturelle ou « vieux bois ». Les autres colorations ne sont pas autorisées.

2.2. L'installation du chalet temporaire ne devra générer aucune intervention sur les sols (pas de creusement, de nivellement, de dérochage...) ou sur tout autre élément fixe du paysage (pas d'ancrage sur les rochers).

2.3. Les toilettes extérieurs seront de type toilettes sèches. Leur installation ne devra générer aucune intervention sur les sols (pas de creusement, de nivellement, de dérochage...) ou sur tout autre élément fixe du paysage (pas d'ancrage sur les rochers).

Leur utilisation ne devra générer aucun dépôts de déchets pérennes sur site, même si ces derniers sont des déchets fermentescibles (compostables).

2.4. Le chalet et les toilettes extérieurs seront impérativement positionnés en un/des lieu(x) préalablement défini(s) avec le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour lors de la réunion d'ouverture du chantier, de sorte à ne pas être directement visibles depuis le sentier de randonnée.

Contacts :

- chef de S.T : DENTZ Clémentine (clementine.dentz@mercantour-parcnational.fr)

- adjoint : LOIREAU Jean-Noël (jean-noel.loireau@mercantour-parcnational.fr)

☎ : 04.93.05.59.43

2.5. La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée d'utilisation des installations. A ce titre, il est notamment rappelé l'interdiction de faire du feu en-dehors du chalet temporaire (hors réchaud autonome), d'abandonner des déchets, d'utiliser des appareils de diffusion sonore ou d'introduction de chien. Le lieu sera laissé en parfait état de propreté et de rangement durant toute la durée de validité de la présente.

2.6. Une copie de la présente autorisation sera affichée sur la façade d'entrée du chalet et maintenue en bon état de lecture pendant toute la durée de la présente, à des fins de rappel des prescriptions à observer et d'information des éventuelles personnes de passage.

2.7. A l'issue du chantier, l'intégralité des déchets de la vie quotidienne (y compris mégots de cigarette, mouchoirs en papier...) devra être collectée et évacuée en-dehors du cœur de parc.

2.8. A l'issue du chantier, le chalet et les toilettes extérieurs seront intégralement démontés et évacués du cœur du Parc national. Les lieux devront être exempts de toute trace restante de ces installations.

2.9. Tout maintien du chalet et des toilettes au-delà de la période de validité de la présente décision (cf. article 3) est interdit, sauf demande du bénéficiaire et décision de prolongation dûment formalisée par la Directrice du Parc national.

Le cas échéant, cette décision de prolongation ne pourra être motivée que par un retard imprévu dans la mise en œuvre des travaux, à l'exclusion de toute autre raison.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la période du 01 juillet 2021 au 31 août 2021.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur et des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

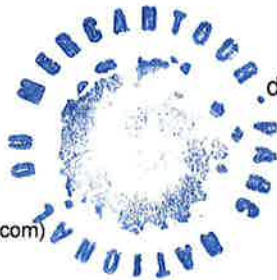
Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 5 mai 2021



La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour

Sandrine GRANDFILS

Destinataire :

- Entreprise DEGIOANNI (gaetandegioanni@gmail.com)

Copies :

- service territorial Haut-Var-Cians

- Groupement pastoral L'Estrop d'Entraunes (pierre.courron@laposte.net)

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.